

Per Mail: zz@bj.admin.ch

Bern, 26. September 2022

## **Vernehmlassung: Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen)**

Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns eingeladen, zur obengenannten Vernehmlassungsvorlage Stellung zu nehmen. Für diese Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

### **Allgemeine Bemerkungen**

Mit der vorgeschlagenen Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs soll erreicht werden, dass sich verschuldete Privatpersonen unter gewissen Voraussetzungen von ihren Schulden befreien können. Dies begrüsst Die Mitte klar. So ist es heute, im Gegensatz zu anderen westlichen Rechtsordnungen, nach Schweizer Recht nicht oder nur schwer möglich, dass sich hochverschuldete oder mittellose Privatpersonen finanziell nachhaltig sanieren können. Dies hat Auswirkungen auf die wirtschaftliche Integration und die Gesundheit der Betroffenen sowie auch auf ihr nächstes Umfeld und die Gesellschaft als Ganzes. Mit der Gesetzesänderung sollen deshalb unter anderem bestehende Fehlanreize beseitigt und Lücken geschlossen werden. Der Bundesrat schlägt mit der Schaffung eines vereinfachten Nachlassverfahrens für Personen, die nicht der Konkursbetreibung unterliegen, einerseits sowie eines gesetzlichen Aufnahmeverfahrens, genannt Sanierungsverfahren im Konkurs für natürliche Personen, andererseits zwei neue Instrumente vor.

Einer Anpassung des betriebsrechtlichen Existenzminimums, so dass auch laufende Steuern bei der Berechnung berücksichtigt werden, steht Die Mitte zudem grundsätzlich positiv gegenüber. Die Mitte teilt jedoch die Ansicht des Bundesrates, dass dies aufgrund der Komplexität in einer separaten Vorlage geschehen sollte.

### **Vereinfachtes Nachlassverfahren für Schuldner, die nicht der Konkursbetreibung unterliegen**

Die Mitte spricht sich grundsätzlich für das vorgesehene vereinfachte Nachlassverfahren für sanierungsfähige Schuldner mit regelmässigem Einkommen aus. Dieses muss nach Ansicht der Mitte grundsätzlich das bevorzugte Verfahren für die Schuldensanierung darstellen. Speziell begrüsst Die Mitte, dass im Gesetz weitgehend auf inhaltliche Vorgaben bezüglich Nachlassvertrag verzichtet wird. Dies lässt Raum für flexible Einzelfalllösungen.

### **Konkursverfahren für natürliche Personen in Form eines Sanierungsverfahrens**

Die Mitte unterstützt grundsätzlich das vorgeschlagene konkursrechtliche Sanierungsverfahren für natürliche Personen mit anschliessender Restschuldbefreiung. Das Verfahren soll gemäss erläuterndem Bericht allen dauerhaft zahlungsunfähigen Personen, welche sich nicht in absehbarer Zeit aus eigener Kraft von

aufgelaufenen Schulden befreien können, zugutekommen. Bei diesem Verfahren werden über eine längere Zeit sämtliche Einkünfte des Schuldners über dem Existenzminimum zugunsten der Gläubiger abgeschöpft. Das Verfahren soll explizit auch bei Personen ohne Rückzahlungsmöglichkeiten angewendet werden können, so dass auch diese Personen eine Chance auf einen finanziellen Neustart haben. Dank der möglichen damit verbundenen Lösung von staatlichen Hilfen, wie Sozialhilfe, profitieren unter Umständen auch der Staat und die Gesellschaft von dieser Restschuldbefreiung. Zumal die betroffenen Gläubiger nach einigen Jahren in der Regel auch keine Rückzahlungen mehr erwarten. Weiter sind positive Effekte auf das Unternehmertum, und damit verbunden auf die Innovation, zu erwarten, da ein entsprechendes Scheitern nicht mehr zu langjährigen Schulden und ein Leben am Existenzminimum führen würde.

Das Sanierungsverfahren soll aber grundsätzlich eine einmalige Chance darstellen. Die Mitte ist der Ansicht, dass mit der vorgeschlagenen Sperrfrist für die Einleitung eines neuen Sanierungsverfahrens von 15 Jahren jedoch ein gutes Instrument vorgesehen ist, um Missbräuche zu verhindern.

Bezüglich der Dauer des Sanierungsverfahrens stellt sich die Frage, ob diese allenfalls auch kürzer ausfallen könnte. Experten sprechen beispielsweise von einer Dauer von drei Jahren. Bezüglich Ausnahmekatalog teilt Die Mitte die Meinung, dass dieser möglichst eng gehalten werden sollte, damit die Neuregelung auch eine Wirkung entfalten kann.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüßen.

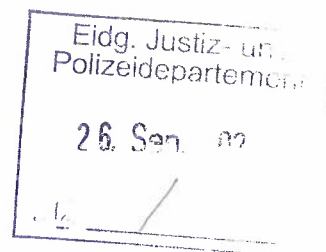
## **Die Mitte**

Sig. Gerhard Pfister  
Präsident Die Mitte Schweiz

Sig. Gianna Luzio  
Generalsekretärin Die Mitte Schweiz

**ENSEMBLE  
A GAUCHE**

Case postale 2089  
1211 Genève 2



Département fédéral de justice et police  
Palais fédéral ouest  
CH-3003 Berne

Madame, Monsieur,

Vous voudrez bien trouver ci-joint la prise de position d'Ensemble à Gauche relative à la révision de la LP (assainissement des dettes des personnes physiques).

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos respectueuses salutations,

Pour Ensemble à Gauche,  
Le secrétaire,

Thomas Vachetta

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Thomas Vachetta', written over a horizontal line.



Case postale 2089  
1211 Genève 2

Département fédéral de justice et police  
Palais fédéral ouest  
CH-3003 Berne

## **Prise de position d'Ensemble à Gauche relative à la révision de la LP (assainissement des dettes des personnes physiques)**

### 1. Introduction

A l'heure actuelle en Suisse il est difficile de connaître avec exactitude le nombre de personnes surendettées. En effet, il n'existe pas de statistiques représentatives sur le sujet. On connaît le nombre de mises en poursuites (plus de 500'000 !), mais celles-ci n'indiquent pas forcément une situation de surendettement. On parle de surendettement lorsque la personne endettée n'a plus les capacités financières pour rembourser ses dettes.

L'association faîtière Dettes Conseils Suisse (DCS), qui réunit les institutions œuvrant dans le domaine du désendettement a listé 5138 de nouveaux foyers en 2021 concernés par cette problématique, évaluant pour celles-ci un montant total de dettes de 355 millions de francs. Et cela ne concerne donc que les personnes qui ont poussé la porte d'un de ces services sociaux afin de bénéficier d'un accompagnement.

Contrairement à ce qu'une majorité peut penser, les personnes surendettées ne sont pas complètement responsables de leur situation. Toujours selon les statistiques DCS, l'origine des dettes est majoritairement due à un « accident de la vie » : la perte d'un emploi, la maladie, une séparation sont les principales causes du surendettement. De plus, les personnes vivant dans la précarité sont évidemment bien plus à risque. A cela s'ajoutent les effets d'une économie libérale poussant toujours davantage à la consommation, facilitant la vie à crédit et n'avantageant que les grandes fortunes. En ce sens, il est nécessaire de ne pas mettre la personne surendettée seule face à sa responsabilité individuelle, mais tenir compte également de la responsabilité de notre société de consommation propre au capitalisme mondial.

Malgré un surendettement qui tend à augmenter, il n'existe pas en Suisse de procédure qui pourrait offrir aux personnes surendettées une deuxième chance, à l'instar d'autres pays européens tels la France, l'Autriche ou l'Allemagne. En effet, les procédures existantes sont compliquées et ne sont destinées qu'à des personnes ayant soit un nombre « raisonnable » de dettes, soit ayant des revenus confortables, ce qui exclut la plus grande partie des personnes concernées. La possibilité de faillite personnelle pour particuliers est également limitée des suites de la jurisprudence du Tribunal Fédéral depuis quelques années.

C'est pourquoi nous accueillons très favorablement la révision de la LP proposée par le Conseil fédéral.

## 2. Révision de la LP (assainissement des dettes des personnes physiques)

Cette proposition de révision vient à la suite des motions 18.3510 Hêche (« permettre la réinsertion économique des personnes sans possibilités concrètes de désendettement ») et 18.3683 Flach (« prévoir une procédure de désendettement pour les particuliers, dans l'intérêt des débiteurs comme des créanciers ») adoptées en 2019.

Le Conseil fédéral propose en premier lieu une procédure concordataire simplifiée pour les débiteurs-trices n'étant pas soumis à la poursuite par voie de faillite, la rendant plus efficace et moins coûteuse que celle existante. Le fait de ne pas comptabiliser les créanciers qui ne se sont pas prononcés dans les majorités requises pour l'acceptation du concordat en est un bon exemple. Avec un accord majoritaire, la personne serait saisie sur ses revenus pendant une période donnée lui laissant un minimum vital élargi (donc avec les impôts compris, ce qui n'est pas le cas actuellement en cas de saisie ordinaire) et au but de cette période elle serait libérée des dettes restantes.

En deuxième lieu, la nouvelle proposition permet la création d'une procédure d'assainissement par libération des dettes restantes sous certaines conditions. Cela concernerait les personnes qui disposent de peu ou pas de capacité de remboursement. Pour y accéder, il faudrait que la situation du débiteur soit durablement insolvable et qu'il n'y ait aucune perspective d'amélioration dans un futur proche. En parallèle, il doit assurer ses charges courantes et ne pas risquer la contraction de nouvelles dettes. Une période de sûreté de 15 ans serait exigible entre chaque procédure.

## 3. Prise de position et remarques

Nous ne pouvons que saluer cette révision longtemps attendue et que nous pensons nécessaire au regard des populations concernées. En effet, tenant compte des conséquences néfastes à long terme pour les personnes surendettées et pour la collectivité, nous défendons la possibilité d'offrir une deuxième chance aux débiteurs-trices pour enfin sortir de la spirale du surendettement. Il ne faut pas oublier que cette problématique a des répercussions non négligeables sur la santé, la famille et l'intégration sociale, qui par conséquent sont des problématiques touchant la société entière au niveau économique et social.

Toutefois, nous souhaitons mettre l'accent sur quelques améliorations possibles.

La durée de la procédure selon la révision serait de quatre ans. Or, selon les professionnel.le.s du terrain œuvrant dans les institutions qui accompagnent les personnes en situation de surendettement, ce délai est peu acceptable. En effet, d'après leur expérience, une durée de trois ans serait plus adaptée car il faut tenir compte de la difficulté de vivre avec un minimum vital élargi d'une part, et d'autre part, prendre en considération l'incertitude de la vie qui peut de manière subite modifier la situation des personnes (mariage, séparation, naissance, maladie, perte d'emploi etc.). C'est d'ailleurs cette durée de trois ans qui est largement conseillée par DCS.

En outre, il nous paraît indispensable d'assurer un accompagnement social adapté tout au long de la procédure. Toujours selon les professionnel.le.s, la procédure a beaucoup plus de chances d'aboutir avec succès si un suivi social est maintenu, effectué par des travailleurs et travailleuses sociales qui peuvent à tout moment intervenir et évaluer les risques sociaux.

Concernant la saisie sur revenu, nous espérons que soit intégré les impôts dans le calcul des frais de la personne. Cette situation ubuesque est par ailleurs dénoncée à travers une résolution à l'attention de l'assemblée fédérale par EAG au parlement genevois.

Enfin, ladite procédure exclut la possibilité que certaines dettes soient libérées comme les dettes de pensions alimentaires ou l'aide sociale. Bien qu'à Genève l'aide sociale ne soit pas remboursable, ce n'est pas le cas au niveau d'autres cantons. Sachant qu'un grand nombre des personnes à l'aide sociale connaissent une situation de surendettement, ne pas les assimiler les dettes d'aide sociale aux autres dans ce genre de procédure serait un frein puissant à leur réinsertion, tant au niveau social que professionnel.

#### 4. Conclusion

Ensemble à Gauche se battra pour que cette réforme puisse être voté avec les améliorations demandées. L'exemple de la situation genevoise où les personnes endettées sont tributaires du bon vouloir de fondations philanthropiques est anti-démocratique et intenable. Il est par ailleurs évident que la société de consommation, les inégalités de revenus et la dégradation de nos assurances sociales sont autant de facteurs qui influent fortement cet endettement et sur lesquels le conseil fédéral ne met aucun frein. Néanmoins, ce premier pas est à saluer et nous espérons qu'il pourra aboutir rapidement.

FDP.Die Liberalen, Postfach, 3001 Bern

Bern, 03.10.2022

SchKG\_Privatsanierung / MZ

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement  
Bundesamt für Justiz  
Bundesrain 20  
3003 Bern

*Elektronischer Versand:* [zz@bj.admin.ch](mailto:zz@bj.admin.ch)

**Änderung des BG über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG): Sanierungsverfahren für natürliche Personen**  
**Vernehmlassungsantwort der FDP.Die Liberalen**

Sehr geehrte Damen und Herren

Für Ihre Einladung zur Vernehmlassung oben genannter Vorlage danken wir Ihnen. Gerne geben wir Ihnen im Folgenden von unserer Position Kenntnis.

Die vorliegende Vorlage setzt das Begehren der Motion Hêche [18.3510](#) und Motion Flach [18.3683](#) um und beauftragt den Bundesrat eine Änderung des SchKG's vorzulegen. Die Änderung soll verschuldeten oder mittellosen Privatpersonen ermöglichen unter gewissen Voraussetzungen ein schuldenfreies Leben zu geniessen und ihre Finanzen nachhaltig zu sanieren.

Der Bundesrat hat hierfür zwei neue Instrumente ausgearbeitet: ein vereinfachtes Nachlassverfahren und ein gesetzliches Auffangverfahren (auch Sanierungsverfahren genannt). Das Erstere stellt eine individuelle Lösung für Personen mit regelmässigen Einkünften dar und das Zweitere dient Personen ohne Rückzahlungsmöglichkeiten.

Natürliche Personen, die sich nicht aus eigener Kraft von ihren Schulden befreien können, haben heute wenig Aussicht und Motivation, ihren Schuldenberg zu verkleinern. Im Teufelskreis gefangen, belasten die verschuldeten Personen die Gesellschaft insgesamt, insbesondere über die Sozialversicherungen und das Gesundheitssystem oder aufgrund von fehlenden Steuereinnahmen. Von einer Schuldbefreiung sind positive Effekte auf die Volkswirtschaft und die Gesellschaft zu erwarten, insbesondere auch auf das Unternehmertum, sowie Anreize zur Wiedereingliederung in den Arbeitsmarkt. Mit Blick in die ausländischen Gesetzgebungen (die grösstenteils Entschuldungsverfahren für Privatpersonen vorsehen) und in den vom Bundesrat beauftragten [Bericht](#) von Ecoplan wird ein klarer Handlungsbedarf erkannt. Aufgrund der genannten Gründe unterstützt FDP.Die Liberalen Schweiz die Vorlage grundsätzlich und fordert den Bundesrat jedoch auf punktuelle Nachjustierungen vorzunehmen sowie den Gläubigerinteressen gerecht zu werden.

**Fehlende Fachberatungsstelle**

Obschon ein unabhängiger Sachwalter nach Art. 334 SchKG zum Einsatz kommt, wird eine begleitende und beratende Massnahme vermisst. Gemäss dem erläuternden Bericht darf der Sachverwalter nicht als Parteivertreter des Schuldners auftreten und ihn somit auch nicht beratend beistehen. Für eine nachhaltige Sanierung ist aber die Begleitung des Schuldners während und insbesondere nach dem Verfahren unerlässlich. Das nötige Fachwissen in Schuldberatung sowie die sozialarbeiterische Begleitung gilt es durch professionalisierten Fachstellen zu erbringen. Nur so kann auch garantiert werden, dass das Ziel der nachhaltigen und anhaltenden Sanierung der Finanzen erreicht und Neuverschuldungen verhindert wird.

### **Laienfreundlichkeit**

Da eine bestehende Beratung nicht vorgesehen ist, ist es umso besorgniserregend, dass die Vorlage sehr komplexe und technische Verfahrensvorschriften hat, deren Laienfreundlichkeit nicht gegeben ist. Die vorliegende Vorlage schafft zwei neue Verfahren zu den bereits vier bestehenden Verfahren im SchKG, logischerweise ist hier der Überblick nicht mehr gewährleistet. Aus dem erläuternden Bericht ist ausserdem das Zusammenspiel dieser Verfahren nicht klar ersichtlich. Der Bundesrat wird angehalten die Verfahren wo möglich zu vereinfachen und die Verhältnisse zwischen den Verfahren zu verdeutlichen. Nur so kann die effiziente Vollzugsfähigkeit der Verfahren garantiert werden und eine unnötige Bürokratisierung verhindert werden.

### **Erweiterung Ausnahmekatalog**

Damit die Beschneidung der Gläubigerrechte nicht endlos ist, hat der Bundesrat in seinem Vorentwurf unter Art. 350a SchKG einen Ausnahmekatalog für die Schuldenbefreiung aufgenommen. Die FDP bedauert es, dass die Schadenersatzansprüche aus Straftaten nicht unter diese Ausnahme fallen. So scheint es doch stossend, dass bspw. in Betrugs- oder Veruntreuungsfällen der Täter von der Rückzahlungspflicht gegenüber ihren Opfern nach vier Jahren befreit wird. Der Bundesrat wird angehalten hierzu den Ausnahmekatalog zu erweitern.

### **Mangelhafte Übergangsbestimmungen**

In den Übergangsbestimmungen sind bedauerlicherweise keine Übergangsfristen vorhanden. Unter Abs. 2 werden zudem auch Forderungen vor dem Inkrafttreten der neuen Gesetzesbestimmungen unter den Geltungsbereich des neuen Verfahrens gestellt. So kann es insbesondere vorkommen, dass man als Gläubiger bei Vertragsschluss noch nicht weiss, dass der Forderungsanspruch durch die Eröffnung eines zukünftigen Verfahrens erloschen wird. Die fehlende Regulierung würde hier zu Rechtsunsicherheit und Verstoss des Grundsatzes «pacta sunt servanda» führen. Richtigerweise dürften die neuen Verfahren nur für Forderungen gelten, die nach deren Inkraftsetzung entstanden sind, wofür im Gesetz eine Übergangsfrist erlassen werden muss.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unserer Überlegungen.

Freundliche Grüsse  
FDP.Die Liberalen

Der Präsident



Thierry Burkart  
Ständerat

Der Generalsekretär



Jon Fanzun







**GRÜNE Schweiz**

Waisenhausplatz 21  
3011 Bern

Raphael.noser@gruene.ch  
031 326 66 07

Eidgenössisches Justiz- und  
Polizeidepartement EJPD  
Bundesamt für Justiz BJ

[zz@bj.admin.ch](mailto:zz@bj.admin.ch)

Bern, 23. September 2022

**Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen); Vernehmlassungsantwort**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,  
Sehr geehrte Damen und Herren

Im Zusammenhang mit der im Titel vermerkten Vernehmlassung haben Sie die GRÜNEN zur Stellungnahme eingeladen. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, uns zur Vorlage zu äussern.

**GRÜNE begrüßen grundsätzlich die vorgeschlagene Revision des SchKG**

Die Schweiz gehört zu den wenigen Ländern, in welchen hochverschuldeten oder mittellosen Privatpersonen keine rechtlichen Möglichkeiten offenstehen, ihre Finanzen nachhaltig zu sanieren. Die betroffenen Personen haben keinerlei realistische Perspektiven, je wieder schuldenfrei und über dem betriebsrechtlichen Existenzminimum zu leben. Dieser Umstand ist sowohl aus ethischer wie auch aus volkswirtschaftlicher Perspektive stossend. Er führt zu negativen Erwerbsanreizen, höheren Sozialhilfekosten, einer hohen (psychischen) Belastung und gesteigerten Gesundheitsrisiken für die betroffenen Personen und ihre Familien. Die einstimmig angenommenen Motionen, welche den Bundesrat mit der vorliegenden Revision beauftragt haben, belegen den Handlungsbedarf eindrücklich.

Die GRÜNEN begrüßen folglich im Grundsatz die vorgeschlagene Revision des Bundesrates, welche namentlich die Schaffung ein vereinfachtes Nachlassverfahren für gewisse Schuldner\*innen sowie ein Sanierungsverfahren mit anschliessender Restschuldbefreiung für natürliche Personen vorsieht. Die vorliegende Gesetzesrevision setzt allerdings nicht bei den Ursachen von Armut und Überschuldung an – etwa bei der steigenden Anzahl von Betreibungen aufgrund von geschuldeten Krankenkassenprämien, die mittlerweile rund 400'000 Versicherte betreffen. Dennoch eröffnet diese Teilrevision des SchKG den Schuldner\*innen

neue Perspektiven, was die GRÜNEN explizit begrüßen. Darüber hinaus weisen die GRÜNEN auf folgende Sachverhalte der Vorlage hin:

- Die GRÜNEN begrüßen die Schaffung des *vereinfachten Nachlassverfahrens für Schuldner\*innen, die nicht der Konkursbetreibung unterliegen*. Positiv werten die GRÜNEN insbesondere, dass einzelne Gläubiger zukünftig eine angemessene Sanierung nicht mehr verhindern können.
- Auch die Schaffung des neuen *Sanierungsverfahrens mit dem Zweck einer anschließenden Restschuldenbefreiung* begrüßen die GRÜNEN. Die GRÜNEN beantragen jedoch, dass die Verfahrensdauer von vier auf drei Jahre verkürzt wird – nicht zuletzt um das Risiko einer Neuverschuldung zu verringern. Die GRÜNEN beantragen ausserdem, dass das betriebsrechtliche Existenzminimum bei einer Veränderung der Lebensumstände angepasst werden kann. Ein Anpassungsspielraum ist insbesondere für die Gesundheitskosten, die Kosten der Kinder und andere unvorhergesehen Ausgaben vorzusehen.

Darüber hinaus vertreten die GRÜNEN dezidiert die Ansicht, dass weitere flankierende Massnahmen notwendig sind, um eine erneute Verschuldung der Betroffenen zu verhindern. Viele Betroffene haben langjährige Pfändungsverfahren hinter sich, während denen ihnen nur ein Minimum zum Leben geblieben ist. Gerade diese Personen müssen wieder befähigt werden, ihre finanziellen und administrativen Aufgaben selbständig wahrzunehmen und ihr Budget zu verwalten. Der Bund und die Kantone müssen insbesondere dafür sorgen, dass verschuldete Personen fachkundige Beratung und Unterstützung erhalten, wenn sie ein Sanierungsverfahren einleiten wollen. Die GRÜNEN unterstützen damit explizit die Forderung von *Schuldenberatung Schweiz*, welche die Schaffung eines neuen Artikels vorsieht, der den Anspruch auf sozialarbeiterische Begleitung gesetzlich verankert.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen. Für Fragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Balthasar Glättli  
Präsident



Raphael Noser  
Fachsekretär

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement  
Bundesamt für Justiz  
3003 Bern

Per E-Mail an: [zz@bj.admin.ch](mailto:zz@bj.admin.ch)

22. September 2022

Ihr Kontakt: Ahmet Kut, Co-Generalsekretär, Tel. +41 31 311 33 03, E-Mail: [schweiz@grunliberale.ch](mailto:schweiz@grunliberale.ch)

## Stellungnahme der Grünliberalen zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Vorlage und den erläuternden Bericht zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen) und nehmen dazu wie folgt Stellung:

### Allgemeine Beurteilung der Vorlage

Hochverschuldete oder mittellose Privatpersonen haben nach geltendem Schweizer Recht keine Möglichkeit, ihre Finanzen nachhaltig zu sanieren. Für die Gläubiger wiederum bestehen nur eingeschränkte Möglichkeiten, von künftigem Schuldnerinkommen zu profitieren. Das Parlament hat daher u.a. mittels einer Motion von GLP-Nationalrat Beat Flach (18.3683) den Bundesrat beauftragt, verschiedene Varianten für ein Sanierungsverfahren für Privatpersonen zu prüfen und dem Parlament anschliessend eine konkrete Vorlage zu unterbreiten. Mit dem vorliegenden Vorentwurf kommt der Bundesrat diesem Auftrag nach.

*Die Grünliberalen begrüssen den Vorentwurf insgesamt.* Konkret geht es um die Schaffung von zwei neuen Instrumenten: zum einen um ein vereinfachtes Nachlassverfahren für Personen, die nicht der Konkursbetreibung unterliegen, und zum anderen – im Sinne einer Auffangregelung – ein Sanierungsverfahren im Konkurs für natürliche Personen (mit anschliessender Restschuldbefreiung). Beides sind Schritte in die richtige Richtung, die begrüsst werden.

Die Zulassungsbedingungen zu einem Sanierungsverfahren mit anschliessender Restschuldbefreiung sind im Vorentwurf verhältnismässig offen formuliert. Die Eintrittsschwelle liegt damit eher tief, was richtig ist. Die Grünliberalen würden sich aber eine gewisse Differenzierung nach Schuldner-Gruppen wünschen. Das würde es erlauben, – wo geeignet – mit *Anreizen* zu arbeiten, insbesondere bei Personen mit einem (abschöpfbaren) Lohneinkommen. Demgegenüber sollte insbesondere bei Personen ohne Einkommen und Vermögen der Fokus darauf gelegt werden, durch geeignete *Massnahmen* die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit (wieder)herzustellen (vgl. unten zur Beratungs- und Unterstützungspflicht).

### Bemerkungen zu einzelnen Elementen der Vorlage

#### Verankerung einer Beratungs- und Unterstützungspflicht (neu)

Entgegen einer Forderung aus dem Kreis der Expertengruppe verzichtet der Bundesrat darauf, die gesetzliche Verankerung einer Beratungs- und Unterstützungspflicht für die betroffenen Ämter oder andere kantonale Stellen vorzuschlagen (erläuternder Bericht, Ziff. 3.1.3.3). Die Grünliberalen können zwar die Zurückhaltung angesichts der föderalen Kompetenzordnung nachvollziehen, doch darf das vorliegend nicht ausschlaggebend sein. Es wäre ein wichtiger Fortschritt, wenn im Gesetz ein Beratungs- und Unterstützungsangebot verankert würde (u.a. mit Fachpersonen aus der Schuldenberatung, aber auch

sozialarbeiterische Begleitung). Dies mit dem Ziel, zu einem möglichst nachhaltigen Erfolg der Sanierungsverfahren beizutragen.

#### Möglichst wenige Ausnahmen von der Restschuldbefreiung (350a VE-SchKG)

In Artikel 350a des Vorentwurfs werden die Fälle aufgezählt, in denen keine Restschuldbefreiung möglich ist, so beispielsweise bei Geldstrafen und Genugtuungsforderungen. Der Ausnahmekatalog ist zu Recht eng ausgestaltet. Bei zwei Ausnahmen wünschen sich die Grünliberalen jedoch eine Überprüfung: Gemäss Absatz 1 Buchstabe d sind *sozialhilferechtliche Rückerstattungsforderungen* ausgenommen (mit einer begründeten Ausnahme, die hier nicht zu vertiefen ist) und gemäss Buchstabe e Rückerstattungsforderungen wegen *unrechtmässig bezogenen Sozialversicherungsleistungen*. Hier wäre es wesentlich zu wissen, wie viele Schuldensanierungen an diesen Ausnahmetatbeständen scheitern würden bzw. ob das Streichen dieser Ausnahmen nicht für den Schuldner einen Anreiz setzen könnte, um seine wirtschaftliche Leistungsfähigkeit nachhaltig zu steigern. Da nach einer Restschuldbefreiung eine Sperrfrist von 15 Jahren gilt, bevor eine erneute Restschuldbefreiung infrage kommt, ist das Risiko für einen Rechtsmissbrauch eher gering (vgl. Art 337 Abs. 3 Bst. d VE-SchKG). Wenn das nicht genügt, könnte man zusätzlich vorsehen, dass eine Schuldbefreiung nach den Regeln des SchKG in den Fällen von Buchstabe d und e nur einmal im Verlauf des Lebens möglich ist.

#### Dauer des Verfahren verkürzen (Art. 346 und 349 VE-SchKG)

Der Vorentwurf sieht eine Abschöpfungsdauer von vier Jahren vor, nach deren Ablauf eine Restschuldbefreiung möglich ist. Diese Frist erscheint zu lang und sollte auf drei Jahre verkürzt werden. Das erlaubt eine lebensnahe Planung und Gestaltung der entsprechenden Zeitdauer. Mit steigender Dauer steigt das Risiko eines Scheiterns der Sanierung durch unerwartete Veränderungen der Lebensumstände.

#### Berücksichtigung von unvermittelt eintretenden Vermögensanfällen

Der Vorentwurf enthält keine Regelung für den Fall, dass der Schuldner nach einer Restschuldbefreiung unvermittelt zu Vermögen kommt, beispielsweise durch eine Erbschaft. Zumindest für eine bestimmte Zeit nach der Restschuldbefreiung (z.B. 5 Jahre) sollten Gläubiger, die einen Forderungsausfall hatten, die Möglichkeit erhalten auf den Vermögensanfall zuzugreifen.

Wir danken ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Prüfung unserer Anmerkungen und Vorschläge.

Bei Fragen dazu stehen ihnen die Unterzeichnenden sowie unsere zuständigen Fraktionsmitglieder, Nationalrat Beat Flach und Nationalrätin Judith Bellaiche, gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Jürg Grossen  
Parteipräsident



Ahmet Kut  
Co-Generalsekretär



Per E-Mail

Bundesamt für Justiz

Bundesrain 20

3003 Bern

[zz@bj.admin.ch](mailto:zz@bj.admin.ch)

## Vernehmlassungsantwort zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme, die wir gerne wahrnehmen:

### 1 Grundsätzliche Bemerkungen

Die SP Schweiz unterstützt die vorliegende Vorlage zur Einführung von Sanierungsverfahren für Privatpersonen im Grundsatz nachdrücklich. Die SP-Bundeshausfraktion hat die dieser Vorlage zu Grunde liegenden Vorstösse denn auch im Parlament jeweils einstimmig unterstützt.<sup>1</sup> Damit wird eine Lücke im schweizerischen Konkursrecht geschlossen, die im europäischen Ausland so nicht mehr besteht, weswegen diese Vorlage im auch im internationalen Vergleich notwendig ist.<sup>2</sup> Für uns ist diese Vorlage ein wichtiger Schritt, um hochverschuldeten Menschen, d.h. meist Menschen mit tiefen Einkommen,<sup>3</sup> in der Schweiz einen finanziellen und somit auch gesellschaftlichen insbesondere beruflichen<sup>4</sup> Neustart zu ermöglichen. Dies hilft primär den Betroffenen in finanzieller, gesellschaftlicher und gesundheitlicher Sicht<sup>5</sup>, aufgrund einer zu erwartenden höheren Rückzahlungsquote aber auch den Gläubiger:innen<sup>6</sup> und durch Einsparungen in den Sozialversicherungen und den Gesundheitskosten letztlich auch der gesamten

---

<sup>1</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 6f.

<sup>2</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 19ff.

<sup>3</sup> Vgl. Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 8.

<sup>4</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 11.

<sup>5</sup> Siehe Vgl. Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 9.

<sup>6</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 42.

Gesellschaft und Volkswirtschaft unseres Landes.<sup>7</sup> Entscheidend ist für die SP Schweiz, dass ein einfacher Zugang und der Ablauf dieser neu zu schaffenden Sanierungsverfahren auf die Zielgruppe der überschuldeten Menschen mit tiefer oder keiner Sanierungsquote zugeschnitten ist.<sup>8</sup> Deshalb fordern wir insbesondere Verbesserungen in den Bereichen der Dauer des Sanierungsverfahrens (siehe Ziff. 2.2.4. untenstehend) sowie der sozialarbeiterischer Begleitung der betroffenen Menschen in diesen Verfahren (siehe nachfolgend Ziff.2.2.6.).

## **2 Kommentar zu den wichtigsten Bestimmungen**

### **2.1. Vereinfachtes Nachlassverfahren (Art. 333ff. VE-SchKG)**

#### **2.1.1. Allgemeines**

Die SP Schweiz unterstützt die vom Bundesrat vorgeschlagene Regelung zur Einführung eines vereinfachten Nachlassverfahrens<sup>9</sup> für Privatschuldner:innen in einer stabilen finanziellen Situation und mit einer mittleren bis hohen Sanierungsquote grundsätzlich als sachgerecht und praxistauglich. Zentral ist für uns dabei, dass durch die Unterbrechung der Einkommenspfändung während der Stundung den Schuldner:innen eine Weiterverschuldung durch die Einkommenspfändung verhindert und den Schuldner:innen somit eine Verschaufspause gewährt und dass durch die Einsetzung von Sachwalter:innen durch das Nachlassgericht diese für einen Interessensausgleich zwischen Gläubiger:innen und Schuldner:innen sorgen können, der auch durch die Beteiligung der Gläubiger:innen im Verfahren gefördert wird.<sup>10</sup> Wichtig ist ebenfalls, dass dieses Verfahren von Seiten der Schuldner:innen freiwillig<sup>11</sup> ist sowie das Verfahren für eine einvernehmliche Schuldenbereinigung gestützt auf Art. 336a VE-SchKG nach wie vor offen steht.<sup>12</sup>

#### **2.1.2. Nichtwiederaufnahme von Pfändungen bei Vorliegen eines Nachlassvertrages**

Um die Nachhaltigkeit der durch ein solches Nachlassverfahren des Privatschuldners erzielte Entschuldung zu gewährleisten und nicht zuletzt auch im Sinne der Einheitlichkeit soll in dieser Vorlage auf Gesetzesstufe festgeschrieben werden, dass bei Vorliegen eines

---

<sup>7</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 61.

<sup>8</sup> Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 3.

<sup>9</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 33ff.

<sup>10</sup> Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 11.

<sup>11</sup> Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 11.

<sup>12</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 37.

Nachlassvertrages Pfändungen nicht wieder aufgenommen werden<sup>13</sup>, wie dies offenbar bereits der aktuellen Praxis von vielen Betreibungsämtern entspricht.<sup>14</sup>

### **2.1.3. Adressat:innen des vereinfachten Nachlassverfahrens (Art. 333 Abs. 1 VE-SchKG)**

Damit auch kleine Gewerbetreibende von den Vorteilen eines solchen vereinfachten Nachlassverfahrens profitieren können, sollten wie beim neu vorgeschlagenen Sanierungsverfahren<sup>15</sup> (siehe dazu untenstehend unter Ziff. 2.2.) auch das vereinfachte Nachlassverfahren auch Personen offen stehen, die sich freiwillig ins Handelsregister eintragen haben lassen.<sup>16</sup>

## **2.2. Sanierungsverfahren für Privatpersonen (Art. 337ff. VE-SchKG)**

### **2.2.1. Allgemeines**

Die SP Schweiz begrüsst die vom Bundesrat vorgeschlagene Neueinführung eines Sanierungsverfahrens für Privatpersonen im Grundsatz. Damit wird überschuldeten Menschen ohne absehbare selbstständige Perspektive zur Entschuldung ein betriebsrechtlicher Schnitt im Sinne einer zweiten Chance eröffnet, um diesen Menschen einen finanziellen Neustart zu ermöglichen.<sup>17</sup>

### **2.2.2. Titel des Verfahrens**

Für eine bessere Laienverständlichkeit dieses Verfahrens ist es unserer Ansicht nach notwendig, dass bereits aus dem Titel dieses neu geschaffenen Verfahrens hervorgeht, dass das Ziel der Sanierung dabei im Zentrum steht. Folglich beantragt die SP Schweiz, den Titel des Verfahrens in «**Sanierungsverfahren zur Entschuldung von natürlichen Personen im Konkurs**» umzubenennen.<sup>18</sup>

### **2.2.3. Regelung des Zugangs zum Sanierungsverfahren für Personen ohne Rückzahlungsmöglichkeiten (Art. 337 VE-SchKG)**

Für die SP Schweiz ist es wichtig, dass auf Gesetzesstufe klargestellt wird,<sup>19</sup> dass dieses Sanierungsverfahren primär für Personen ohne Rückzahlungsmöglichkeiten offenstehen soll.<sup>20</sup>

---

<sup>13</sup> Vgl. Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 11.

<sup>14</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 38.

<sup>15</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 25.

<sup>16</sup> Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 12.

<sup>17</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 24f.

<sup>18</sup> Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 13.

<sup>19</sup> Vgl. Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 14.

<sup>20</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 38.



#### **2.2.4. Dauer der Verfahren (Art. 346 Abs. 4 VE-SchKG)**

Unserer Auffassung nach darf die Dauer der Abzahlungsperiode nur so lange sein, als dass diese für die Schuldner:innen erträglich ist und einen genügend kurzen Zeithorizont für einen erfolgreichen Abschluss dieses Verfahrens bietet. Selbstverständlich ist dabei auch das Interesse der Gläubiger:innen an Rückzahlungen zu berücksichtigen. Dennoch erachten wir die vom Bundesrat vorgeschlagene Dauer von vier Jahren<sup>21</sup> vor diesem Hintergrund als zu lange.

Folglich beantragt die SP Schweiz, Art. 346 Abs. 4 VE-SchKG folgendermassen zu ändern<sup>22</sup>:

##### **Art. 346**

4 Die Abschöpfung dauert **drei** Jahre ab Eröffnung des Sanierungsverfahrens.

#### **2.2.5. Qualitative Anforderungen an die Fachkompetenz der zuständigen Behörden (Art. 341 VE-SchKG)**

Bekanntlich haben es die Mitarbeiter:innen der für dieses Sanierungsverfahren zuständigen Konkurs- und Betreibungsämtern mit Menschen in schwierigen bis beinahe aussichtslosen finanziellen Situationen zu tun. Dies erfordert logischerweise die notwendige Fachkompetenz. Es ist unserer Ansicht nach deshalb notwendig, analog zur Regelung bei den Erwachsenenschutzbehörden auf Gesetzesstufe die qualitativen Anforderungen an die zuständigen Behörden festzuschreiben.<sup>23</sup>

#### **2.2.6. Verankerung der sozialarbeiterischen Begleitung der Schuldner:innen**

Wie der Bundesrat im Erläuternden Bericht völlig zu Recht feststellt<sup>24</sup>, ist eine fachliche Begleitung der Schuldner:innen während diesem Sanierungsverfahren unerlässlich, um diesen Menschen danach einen erfolgreichen finanziellen Neustart zu ermöglichen. Dafür braucht es unserer Ansicht nach zweierlei: Einerseits müssen die Kantone für ein ausreichendes entsprechendes Beratungsangebot sorgen, andererseits soll gesetzlich festgeschrieben, werden, dass die Richter:innen eine sozialarbeiterische Begleitung der betroffenen Schuldner:innen in diesem Verfahren empfehlen können.<sup>25</sup>

Folglich fordert die SP Schweiz, Art. 337 Abs. 1 VE-SchKG folgendermassen zu ergänzen:

##### **Art. 337**

<sup>21</sup> Vgl. Erläuternder Bericht, S. 47f.

<sup>22</sup> Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 14f.

<sup>23</sup> Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 17.

<sup>24</sup> Vgl. Erläuternden Bericht, S. 27.

<sup>25</sup> Siehe Vernehmlassungsantwort Schuldenberatung Schweiz, Juli 2022, S. 19.

1 Der Schuldner, der eine natürliche Person ist, und der Konkursbetreibung oder der Betreibung auf Pfändung untersteht, kann beim Konkursgericht beantragen, ein Konkursverfahren in Form eines Sanierungsverfahrens nach diesem Titel (Sanierungsverfahren) zu eröffnen. **Bei Bedarf kann der Richter/die Richterin den Schuldner/die Schuldnerin einer Schuldenberatungsstelle zuweisen.**

Wir bitten Sie, unsere Anliegen bei der Überarbeitung der Vorlage zu berücksichtigen.

Mit freundlichen Grüssen

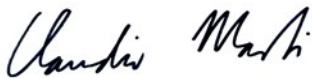
SOZIALDEMOKRATISCHE PARTEI DER SCHWEIZ



Mattea Meyer  
Co-Präsidentin



Cédric Wermuth  
Co-Präsident



Claudio Marti  
Politischer Fachsekretär

Eidgenössisches Justiz- und Poli-  
zeidepartement EJPD  
3003 Bern

Elektronisch an:  
[zz@bj.admin.ch](mailto:zz@bj.admin.ch)

Bern, 21. September 2022

## **Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Sanierungsverfahren für natürliche Personen)**

### **Antwort der Schweizerischen Volkspartei (SVP)**

Sehr geehrte Damen und Herren

Gegenstand der Vernehmlassung ist die Schaffung von zwei neuen Instrumenten im Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs: Ein vereinfachtes Nachlassverfahren für Personen, die nicht der Konkursbetreibung unterliegen und ein gesetzliches Auffangverfahren, genannt Sanierungsverfahren im Konkurs für natürliche Personen.

**Die SVP lehnt die vorliegende Vernehmlassungsvorlage ab. Zwar hat die Fraktion seinerzeit die der Vorlage zugrundeliegenden – ergebnisoffen formulierten – Motionen unterstützt, jedoch müssen wir mit Blick auf die nun zur Vernehmlassung unterbreitenden Vorlage ausdrücklich festhalten, dass wir ein generelles Restschuldbefreiungsverfahren ohne Mindestquote ablehnen. Generell stellen wir fest, dass die Vorlage die Gläubigerinteressen – und Rechte – weitgehendst unberücksichtigt lässt und der beschleunigte Forderungsverlust unter dem Strich zu einer Verteuerung der Produkte im Kreditgeschäft führen wird.**

Der erläuternde Bericht führt bereits in der Ausgangslage aus: *«Die vorgeschlagenen Gesetzesänderungen werden die Probleme der Überschuldung und Armut nicht lösen können»*. Die SVP stimmt mit dieser für die Bewertung der Vorlage massgebenden Feststellung überein. Die Vorlage lässt sich darüber hinaus durch eine beabsichtigte Kosteneinsparung bei der öffentlichen Hand leiten – ein aus Sicht der SVP hehres Anliegen in einer Verwaltung. Die Vorlage selbst jedoch wird aus Sicht der SVP zu gewaltigen Mehrkosten bei allen Kreditnehmern führen, weil der beabsichtigte beschleunigte Forderungsverlust mittels raschen Schuldenerlass die Gläubiger vermehrt zu defensiven Abklärungen veranlassen wird und das Risiko über höhere Kosten für alle Schuldner abdecken wird. Mit höheren Kredithürden einhergehende Verteuerungen werden zweifellos einen schädlichen Effekt in der Wirtschaft entfalten.

Weiter steht die beabsichtigte Restschuldbefreiung im Widerspruch zum Grundsatz *«pacta sunt servanda»*, dem wichtigsten Grundsatz des öffentlichen ebenso wie des

privaten Vertragsrechts. In diesem Zusammenhang stellen wir auch fest, dass die in Art. 346 Abs. 4 Entwurf vorgesehene Dauer der «Abschöpfung» mit nur 4 Jahren im Sanierungsverfahren viel zu kurz bemessen ist und die Eigentumsgarantie der Gläubiger in unhaltbarem Mass strapaziert.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

**SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI**

Der Parteipräsident

Der Generalsekretär



Marco Chiesa  
Ständerat



Peter Keller  
Nationalrat